



**Revue de presse des Sans-Chemise
- 07 octobre 2008**

Notre revue de presse publie des articles parus dans la presse d'ici et d'ailleurs. Les opinions émises dans ces textes ne reflètent pas nécessairement les positions des Sans-Chemise ou de ses membres. Le choix des articles est basé sur quatre grandes thématiques : l'assurance-emploi, l'assurance-chômage, l'économie et le marché du travail. Pour terminer, la revue de presse des Sans-Chemise n'a qu'un seul but, soit celui de vous informer.

Bonne lecture !

Comité communication- Sans-Chemise

.....
La Tribune, 7 octobre 2008 - Opinion : Rien

Pourquoi les grands partis politiques gardent-ils le silence sur le sort des travailleurs âgés licenciés et sur l'absence de programme permanent pour leur venir en aide financièrement?

Depuis l'abolition du PATA (Programme d'adaptation pour les travailleurs âgés), par les libéraux fédéraux en 1997, il n'existe plus de véritable programme de soutien au revenu pour permettre aux travailleurs licenciés de 55 ans et plus de faire le pont entre l'assurance-emploi et leurs rentes de retraite.

La chose est d'autant plus inacceptable, en pleine campagne électorale, que le Québec a perdu des dizaines de milliers d'emplois manufacturiers et forestiers, depuis 2003, en raison de l'appréciation du dollar canadien face à la devise US et à la concurrence asiatique.

Uniquement en Estrie, près de 15 000 postes sont ainsi disparus.

Or, dans des biens des cas, les travailleurs mis à pied étaient âgés de 50 ans et plus,

n'avaient pas de diplôme de secondaire 5 et pouvaient difficilement se recycler.

D'autres sont simplement victimes de préjugés basés sur l'âge.

Résultat? Après avoir épuisé leurs prestations d'assurance-emploi, ces travailleurs non-reclassables se retrouvent sur l'aide sociale et perdent ce qu'ils ont accumulé durant leurs années de travail: maison, économies, REER, etc.

Et, comble de l'injustice, ceux et celles qui ont droit à une prime de séparation doivent épuiser celle-ci avant de pouvoir toucher leurs prestations d'assurance-emploi!

C'est scandaleux, surtout que la plupart de ces hommes et femmes ne disposent pas de beaucoup d'argent pour leur retraite.

Pendant que les candidats des différents partis s'invectivent, parlent de culture, de la souveraineté canadienne en Arctique ou de la question afghane, la misère et le désespoir ne font pas de bruit.

En tout cas pas suffisamment pour inciter les politiciens à s'engager clairement en faveur d'un programme d'aide, à l'exception du Bloc québécois et du Nouveau Parti démocratique, qui réclament une telle mesure.

Et le pire est que cet enjeu ne touche pas seulement l'Estrie, mais de nombreuses autres régions du Québec, de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick.

Il y a bien sûr l'Initiative ciblée pour les travailleurs âgés, un programme destiné à permettre aux travailleurs en chômage d'améliorer leur employabilité, principalement dans les collectivités mono-industrielles.

Les syndicats appuient ce programme, mais jugent qu'il n'est pas suffisamment accessible. Les conservateurs entendent toutefois le bonifier mais demeurent, pour le reste, fidèles à leur politique non-interventionniste.

De leur côté, les libéraux proposent un fonds d'un milliard \$ pour la prospérité et les industries de pointe. C'est louable...

Mais cela n'apportera rien aux travailleurs âgés incapables de réintégrer le marché du travail. Un véritable programme de soutien au revenu s'impose!

Devant un tel enjeu, il est difficile d'expliquer le manque de sensibilité et l'inaction

des partis conservateurs et libéraux face à la détresse de dizaines de milliers d'individus et de ménages au pays.

Le moins que l'on puisse dire est que nous traitons de façon mesquine et indigne ces travailleurs qui ont contribué à la prospérité de la société et qui sont pour la plupart condamnés à finir leur vie dans la pauvreté.

Malgré une existence de dur labeur et tous les impôts qu'ils ont payés inlassablement, ces gens-là se retrouvent devant rien!

Denis Dufresne

L'Acadie Nouvelle, 7 octobre 2008 - Élections fédérales 2008 : Les libéraux promettent des changements à l'assurance-emploi

Promettant des changements à la Loi sur l'assurance-emploi s'ils sont portés au pouvoir, le 14 octobre, les libéraux s'engagent à réduire l'attente pour l'obtention d'un premier chèque de prestation, tout en rendant permanents trois projets-pilotes présentement en vigueur au pays.

Les candidats Jean-Claude D'Amours (Madawaska-Restigouche) et Dominic LeBlanc (Beauséjour) ont présenté ces engagements de leur parti, hier, à Edmundston.

Les libéraux s'engagent au traitement plus rapide des demandes d'assurance-emploi. Ils affirment que sous leur gouverne, l'attente pour l'obtention d'un premier chèque, à toute personne répondant aux critères, ne dépasserait pas 15 jours.

"J'ai entendu parler de plusieurs cas d'horreur sur les délais au cours des dernières semaines dans Madawaska-Restigouche. Une jeune maman a dû attendre jusqu'à 60 jours. Par contre pendant ce temps, les factures continuent de s'empiler", a fait remarquer M. D'Amours.

Les deux hommes déplorent que sous le règne des conservateurs, le système d'assurance-emploi ait vécu une centralisation des services.

Les demandes ne sont plus traitées sur la scène régionale, mais ailleurs au pays.

"S'il faut ajouter du personnel sur la scène régionale pour répondre à la demande,

nous le ferons. Ça va alléger les inquiétudes. Les gens ne veulent pas faire affaire avec un système téléphonique pour un sujet aussi préoccupant et important", a dit M. LeBlanc aussi coprésident du programme électoral national des libéraux en vue de ce scrutin.

Les libéraux s'engagent aussi à rendre permanents les projets-pilotes présentement en vigueur sur les meilleures semaines de travail (2004), l'extension de cinq semaines compensatoires pendant la période du "trou noir" (2005), et la possibilité de gagner jusqu'à 40 % des revenus sans pénalité dans les prestations (2005).

"Les fonctionnaires recommandent qu'ils deviennent permanents. Mais chaque fois, le gouvernement Harper a reculé à la dernière minute quand est venu le temps de les adopter", a ajouté M. LeBlanc.

Il a rappelé que le projet-pilote sur les meilleures semaines de travail a permis de verser 300 millions \$ additionnels en prestations aux citoyens.

"Il est essentiel de s'assurer que les travailleurs bénéficient d'un système juste et généreux. Plusieurs régions de la province sont confrontées aux industries saisonnières et elles ont besoin de ces mesures", a poursuivi M. LeBlanc.

Gilles Duval

CSN, 6 octobre 2008 - Le Conseil central du Cœur-du-Québec (CSN) interpelle les candidats aux élections fédérales

Le Conseil central du Cœur-du-Québec (CSN) interpelle aujourd'hui les candidates et les candidats de la Mauricie et du Centre-du-Québec afin de connaître leurs positions et leurs engagements sur certaines questions qu'il juge fondamentales dans le cadre des présentes élections fédérales. Il estime que l'actuelle campagne, davantage axée sur l'image, ne permet pas d'aborder les questions de fond qui intéressent la population. Il souhaite ainsi faire en sorte que les candidates et candidats de l'ensemble des partis politiques se commettent sur un certain nombre d'enjeux d'actualité d'une grande importance pour les citoyennes et citoyens.

L'assurance emploi

Le conseil central est très préoccupé du sort réservé aux milliers de travailleuses et de travailleurs de la région qui ont perdu leur emploi. C'est pourquoi il souhaite connaître les points de vue des candidats du territoire sur la bonification du régime

d'assurance emploi. « Actuellement, plusieurs de nos concitoyens se voient nier le droit à l'assurance emploi alors qu'ils en ont cruellement besoin. Pendant ce temps, la caisse d'assurance emploi a enregistré des surplus de 57 milliards de dollars, surplus qui sont détournés par le gouvernement fédéral. Ces sommes sont destinées aux travailleurs. Il faut s'assurer qu'ils y aient accès et que les prestations versées soient augmentées », a déclaré Michel Angers, premier vice-président du conseil central.

Un programme d'aide dédié aux travailleurs âgés

La CSN veut aussi connaître les positions des candidats quant à l'aide qu'il faut offrir aux travailleurs âgés victimes de licenciements collectifs ou de fermetures d'entreprises. Plusieurs travailleurs ayant perdu leur emploi dans la région sont âgés de 55 ans et plus et il leur est souvent très difficile de trouver un nouvel emploi. « Il faut remettre sur pied un programme d'aide pour les travailleurs âgés, ce programme doit leur garantir un pont entre le régime d'assurance emploi et celui des rentes du Québec. On ne peut pas croiser les bras devant les difficultés de ces travailleurs et les laisser sombrer dans la pauvreté », a ajouté M. Angers.

Une stratégie pour le secteur manufacturier

La CSN pense qu'il faut que les candidats aux présentes élections aient une stratégie claire pour le secteur manufacturier. Elle souligne que les travailleuses et travailleurs victimes de fermetures d'usines (Shermag, Belgo, Filature Wickham, Aléris, etc.) sont bien trop nombreux et que l'état du secteur manufacturier a des conséquences sur toute la population, notamment sur les jeunes qui, sans perspective claire de développement, quittent la région. « Il faut s'assurer qu'au Cœur-du-Québec, les emplois de qualité sont protégés et que d'autres sont créés. Pour atteindre ces objectifs, il faut une stratégie claire et surtout efficace pour le secteur manufacturier. Nous souhaitons entendre les candidats là-dessus », a insisté le porte-parole de la CSN.

De meilleures normes du travail et des dispositions *anti-scabs* au fédéral

La CSN veut aussi connaître les engagements des candidates et candidats sur les lois du travail au niveau fédéral. Plusieurs travailleurs de la région œuvrent dans des entreprises de juridiction fédérale et les normes du travail auxquelles ils sont soumis sont nettement insuffisantes. De plus, la CSN souhaite que des dispositions *anti-scabs* soient intégrées au Code canadien du travail. « Quand on permet aux employeurs d'avoir recours à des briseurs de grève, on accentue le déséquilibre des forces en présence. Les conflits de travail sont souvent plus longs et surtout plus durs. Une telle situation doit changer puisqu'elle ne mène qu'à la détérioration des relations de travail », a tranché M. Angers.

Le respect des droits des femmes

Certains projets de loi présentés récemment, en octroyant un statut juridique au fœtus, remettent en question la liberté de choix de même que le droit à l'avortement pour les femmes. Une éventuelle "recriminalisation" de l'avortement met en péril les droits des femmes de même que leur santé. « Il faut absolument bloquer toute tentative de s'attaquer au droit à l'avortement. Il ne faut pas retourner à l'époque où les femmes devaient avoir recours à des avortements clandestins pratiqués dans des conditions inadéquates. On doit se rappeler que plusieurs femmes ont subi des atteintes graves à leur santé et que d'autres en sont mortes. Il ne faut surtout pas revenir à l'époque des cintres et des broches à tricoter », a déclaré Renée Levasseur, 2e vice-présidente du conseil central.

L'environnement

La CSN juge que les problèmes majeurs de pollution des eaux, du sol et de l'air ont des effets sur la santé publique. Dans ce sens, la protection de l'environnement devient l'un des plus grands défis que doit relever l'humanité. Le développement ne peut plus se réaliser en faisant fi de ses impacts sur l'environnement. « Nous voulons savoir ce que les personnes candidates ont à dire sur les enjeux environnementaux dans notre région. Nous voulons connaître le détail de leur programme pour notre région », a ajouté Mme Levasseur.

Le Conseil central du Cœur-du-Québec (CSN) estime que ces questions sont fondamentales et qu'elles méritent des réponses. Il a d'ailleurs adressé une correspondance à chaque candidat sur l'ensemble du territoire de la Mauricie et du Centre-du-Québec lui demandant de faire connaître publiquement ses positions et engagements. Tout en attendant avec impatience toutes les réponses, la CSN au Cœur-du-Québec accordera une attention toute particulière à celles fournies par les candidates et candidats du Parti conservateur parce que, à son avis, le positionnement de ce parti a de quoi inquiéter. En effet, la CSN a procédé à un bilan du gouvernement minoritaire de Stephen Harper de même qu'à l'analyse critique des programmes des partis politiques. Lors de la dernière rencontre de son conseil confédéral, la CSN a décidé d'inviter ses membres et l'ensemble de la population à voter pour la personne la plus apte à empêcher l'élection d'un candidat conservateur.

L'organisation syndicale rappelle que, formant un gouvernement minoritaire, Stephen Harper et ses députés ont refusé de voter en faveur d'une bonification du régime d'assurance emploi malgré des surplus de 57 milliards de dollars. Ils ont négligé de mettre en place un programme d'aide pour les travailleurs âgés malgré des surplus budgétaires impressionnants à Ottawa. Ils sont restés quasi insensibles à l'ampleur de la crise dans le secteur manufacturier, tout particulièrement dans le

domaine du textile et de la forêt. « Pour le conseil central, c'est là une orientation politique des plus nuisibles pour les travailleuses et travailleurs d'une région aussi durement touchée par les pertes d'emplois que le Cœur-du-Québec. On peut craindre le pire d'un gouvernement conservateur majoritaire », de conclure Michel Angers.

Source : Conseil central du Cœur-du-Québec (CSN) - 2 octobre 2008

CSN, 6 octobre 2008 - Elections fédérales: Le Conseil central du Montréal métropolitain et la CSN appellent leurs membres et la population à stopper Stephen Harper

"Qui est le plus apte à gouverner ? Un politicien d'extrême droite qui appuie la prison à vie pour les jeunes criminels de 14 ans, la re-criminalisation de l'avortement, la guerre en Afghanistan ? Un conservateur réformiste qui ne fait rien pour les travailleurs licenciés de la forêt et du secteur manufacturier, les chômeurs, les travailleurs âgés et qui pille allègrement dans la caisse d'assurance emploi tout en coupant dans les OSBL qui oeuvrent pour le développement économique régional ? Allons-nous donner un mandat majoritaire à un homme qui sous-finance l'éducation post-secondaire et méprise la culture et l'environnement ? Chaque électeur doit sérieusement se poser la question", estime Gaétan Châteauneuf, président du Conseil central du Montréal métropolitain.

Pour le conseil central, le Parti conservateur du Canada de 2008 est très certainement la formation politique la plus à droite depuis des décennies. "Si l'on en croit les sondages, plusieurs électeurs s'apprêteraient à voter du côté du pouvoir, mais de quel pouvoir s'agit-il ? C'est ça, la vraie question à se poser ?", soutient Gaétan Châteauneuf.

C'est ainsi que le Conseil central du Montréal métropolitain et la CSN appellent à un vote utile et stratégique pour barrer la route à Stephen Harper. "Notre recommandation est claire, comté par comté, nous devons identifier le candidat ou la candidate qui a le plus de chances de battre les conservateurs. C'est le geste à poser pour demeurer cohérent avec nos orientations et nos valeurs."

Les enjeux régionaux

"L'élection de candidats conservateurs, lors des dernières élections, dans les régions de Québec et du Saguenay-Lac-St-Jean, a-t-elle vraiment rapporté des dividendes à la population ? A-t-on vraiment changé la situation de milliers de travailleurs qui

ont perdu leur emploi dans les secteurs manufacturier et forestier, parce qu'on a voté du côté du pouvoir ?"

"Dans la région, le laxisme en matière d'aide aux travailleurs licenciés, l'absence de bonification du programme d'assurance emploi, le refus d'adopter des mesures anti-briseurs de grève, les coupes dans le développement économique, tout cela a fait très mal. Imaginons la suite avec un gouvernement conservateur majoritaire", rappelle Gaétan Châteauneuf.

La pertinence d'un parti : la décision des électeurs

Le conseil central n'est pas dupe de l'offensive des conservateurs qui font campagne au Québec sur la pertinence du Bloc. "Ne faut-il pas faire preuve d'un esprit d'analyse tout à fait tordu pour questionner la pertinence du Bloc alors que cette formation arrive encore bonne première avec 33 % des intentions de votes selon le dernier sondage Léger Marketing, loin devant les conservateurs qui obtiennent 26 %, les Libéraux 23 %, le NDP 12 % et le Parti vert 5 %. Stephen Harper manque carrément de respect envers les Québécois", de dire Gaétan Châteauneuf.

Le Conseil central du Montréal métropolitain regroupe quelque 92 000 membres répartis dans plus de 400 syndicats. La CSN compte au total plus de 300 000 travailleuses et travailleurs, et ce, tant dans les secteurs privé que public.

Renseignements: Nancy Poirier, Conseillère syndicale au Conseil central du Montréal métropolitain, (514) 219-7022

L'Action (Joliette), 6 octobre 2008 - Élections 2008 Berthier-Maskinongé : La CSN appelle à bloquer les conservateurs dans Lanaudière

Avec en poche le constat que "la droite menace nos acquis", le Conseil central de la CSN de Lanaudière appelle littéralement au boycott des conservateurs lors de l'élection générale du 14 octobre. En conséquence, tous les membres de la CSN dans Lanaudière - et l'ensemble de la population - sont invités à voter de manière à empêcher le gouvernement conservateur de Stephen Harper de devenir majoritaire.

La base est bonne puisqu'il n'y a actuellement aucun député conservateur lanaudois. Comme s'il ne fallait prendre aucune chance que ce résultat change, on incite tous les électeurs "à voter pour la personne candidate qui a le plus de chance de battre le candidat conservateur. Que Lanaudière reste à l'abri de ces politiciens de droite."

Interrogé à cet effet, le président du Conseil central de la CSN, à Joliette, Daniel Tessier, a indiqué que cette position n'est pas unique à Lanaudière, mais qu'il s'agit d'un mot d'ordre national. Tous les bureaux régionaux de la CSN ont pour mandat de faire connaître cette position. Pour autant, la centrale syndicale n'appuie formellement aucun parti politique, tant les libéraux, les néo-démocrates ou même les bloquistes. L'important, de dire M. Tessier, c'est de ne pas voter conservateur.

Sombre tableau

Pour appuyer ses dires, la centrale dresse un sombre tableau de "l'oeuvre des conservateurs dans la région."

"Nous avons constaté l'inaction et l'absence des conservateurs dans la région. Devant une crise sans précédent dans la Haute-Matawinie, qui a mis à mal toute l'industrie forestière, jetant à la rue des centaines de travailleurs, le gouvernement de Stephen Harper a été d'une incroyable irresponsabilité, d'une absence totale. Ce gouvernement n'a rien fait pour aider l'industrie manufacturière. Rien, mais rien du tout, n'a été fait pour soulager ces familles ou pour aider une industrie en déroute. Pire, il a fallu des pressions et des manifestations pour que ce gouvernement cède sur la simple reconnaissance du temps consacré pour une formation en emploi comme du temps travaillé aux fins de l'assurance-emploi. Bref, aucune compassion pour les travailleurs de Lanaudière."

Et, dans son texte transmis au journal, la CSN de Lanaudière énumère d'autres gestes du gouvernement Harper que la centrale syndicale considère néfastes.

C'est le cas du protocole de Kyoto, auquel les conservateurs se sont objectés "de manière dogmatique". Le gouvernement conservateur a agi ainsi, prétends la CSN, "en voulant préserver ses amitiés avec l'industrie pétrolière de l'Ouest canadien (le gouvernement) a laissé tomber nos engagements comme Canadiens face à une planète en danger."

Par contre, en Afghanistan, les conservateurs ont décidé de maintenir un engagement "qui ne mène nulle part (...) gaspillant des milliards de dollars et assistant au décès de près d'une centaine de nos vaillants soldats."

D'autres exemples : les récentes coupures qui, sans être considérables, "compromettent en grande partie notre culture" ; la volonté conservatrice de "jeter des enfants en prison pour résoudre la criminalité, alors que le modèle québécois axé sur la réadaptation réussit" ; la réouverture "par des moyens détournés" du dossier de l'avortement. Puis, un dernier point de vue : "En subventionnant l'industrie pétrolière de l'Ouest canadien, en privilégiant l'Alberta, le dollar

canadien a monté à des sommets inégalés. Il a fragilisé l'industrie manufacturière de l'Ontario et du Québec et les usines ont fermé par dizaines..."

André Lafrenière